

## Entretien avec M. Schulz

Propos recueillis par P.-L Séguillon.

**(LCI, 3 mai 2005)**

*Vous êtes le président du groupe socialiste au Parlement européen et vous venez en France pour organiser une réunion des socialistes européens, pour montrer d'une certaine manière que les socialistes français, du moins une partie d'entre eux, ceux qui disent "non" à la Constitution européenne, sont isolés.*

On est là certainement pour soutenir ce qui disent "oui" et pour montrer que les socialistes européens, notre famille politique, tous les partis membres de notre parti européen ont voté à l'unanimité pour la Constitution. C'est la raison pour laquelle nous sommes là, pour montrer la solidarité avec le "oui".

*Que certains disent "non", parmi les socialistes français, et ce débat interne à la France sur le référendum, cela vous surprend, vous agace, vous inquiète ?*

On a eu un peu le débat aussi au sein de mon groupe, parce que la délégation socialiste française avait le même débat. Mais après la consultation interne au parti, on avait le sentiment que les choses étaient claires, parce que la participation de 80 % des militants du PS et le résultat, à peu près 60 %, cela avait clarifié les choses. Et on a attendu d'abord que tout le monde se regroupe derrière le Bureau du parti.

*Précisément, au Parlement européen, il y a 200 députés socialistes. Pratiquement, il n'y a qu'une dizaine d'entre eux - et ce sont des Français -, qui se sont abstenus pour voter le traité constitutionnel. Comment ces députés français socialistes européens qui se sont abstenus se comportent-ils à Strasbourg, ou à Bruxelles d'ailleurs ? Font-ils campagne contre la Constitution ou sont-ils assez discrets ?*

Non, ils sont assez discrets et je trouve cela vraiment très solidaire avec la majorité du groupe. Ils se sont intégrés dans la discipline de notre groupe. On a voté, on a eu une majorité de 95 % pour, si on compte les dix abstentions. Et si on ne les compte pas, on a voté à l'unanimité. Cela veut dire ces collègues, qui étaient plutôt sceptiques, venant de la France - et en plus une collègue suédoise - sont très discrets. Ils ne s'engagent pas contre notre projet socialiste en Europe pour la Constitution.

*Le titre de la rencontre que vous allez avoir tout à l'heure, s'appelle "L'Europe compte sur la France". Mais des socialistes comme L. Fabius vous disent que l'Europe compte sur la France, pour être capable de bousculer la construction européenne telle qu'elle se fait aujourd'hui, parce que trop libérale, et pour lui redonner une orientation plus sociale...*

Il y a une expérience historique qu'il ne faut pas oublier : une société avec un marché sans règle, cela donne beaucoup de possibilités pour la libéralisation. En Europe, avec des règles, sur la base d'une Constitution qui est par ailleurs plus sociale que tous les traités précédents, cela crée une Europe plus sociale et plus réglementée. C'est ce dont on a besoin pour la protection des droits, surtout des employés. C'est pour cela que nous sommes là : aussi pour expliquer, pour éviter que les mensonges ne gagnent trop de terrain. Ce qui me choque, c'est que les gens racontent n'importe quoi sur cette Constitution...

*Mais quand vous regardez le Parti socialiste français, est-ce que vous avez le sentiment, vu de votre point de vue à la fois d'Européen et d'Allemand, que ce PS souffre d'un manque de discipline et d'un manque de leadership, ou qu'il souffre d'une cassure idéologique et qu'il n'a pas fait ce que vous, vous avez fait, le Parti social démocrate allemand, votre conversion officielle à l'économie de marché en 1959 au congrès de Bad Godesberg ?*

A Bad Godesberg, on a décidé un changement de la stratégie du parti. Je crois que le PS français l'a fait aussi. Le moyen utilisé ici en France, de consulter les militants, la base du Parti, je trouve que c'était très raisonnable et que cela a montré qu'une large majorité au sein des militants du PS étaient pour la Constitution. Normalement, dans un Parti socialiste, après que l'on ait voté, il faut marcher ensemble. Nous, les socialistes européens, nous le faisons, nous sommes ici à Paris aujourd'hui pour montrer à la majorité des militants du PS que le socialisme européen reste uni.

*Quelles seraient à votre avis les conséquences d'un "non" français à la fois pour les socialistes européens et pour l'Europe plus largement ?*

Les conséquences seront graves, très facilement à expliquer. Si la France dit "non", le processus de l'approfondissement de l'intégration en Europe échoue, c'est clair. Mais c'est pour ça qu'il n'y aura pas de "non" français, parce que personnellement, je suis convaincu, après tout mon engagement ici en France pendant les dernières semaines, que l'atmosphère en France est en train de changer. De plus en plus, les Français et les Françaises comprennent que l'Europe a besoin de la France mais que la France a aussi besoin de l'Europe.

*Vous avez vu comment la fameuse directive Bolkestein a créé la polémique en France. Elle l'avait d'ailleurs créé également en Allemagne où cela a inquiété. Vous allez, vous, parlementaires européens, vous saisir bientôt de ce problème. Un rapport qui a été fait. Dans quel sens souhaitez-vous qu'évolue la directive Bolkestein ? Est-ce que c'est une totale remise à plat, est-ce que c'est une autre directive, est-ce que c'est la directive modifiée qui va sortir de vos débats ?*

Ce projet de directive est au Parlement actuellement. La collègue de mon groupe, E. Gebhardt, qui s'occupe de cette directive, va la changer dans la direction nécessaire.

Cela veut dire que tous les éléments qui concernent la protection sociale, surtout les employés, soient ceux qui existent déjà dans notre directive seront intégrés, ou les éléments qui manquent pour la protection sociale seront introduits. On va ainsi absolument changer cette directive dans la protection sociale.

*Autre problème dont vous allez vous saisir, c'est le fameux budget européen. Est-ce que vous, le groupe socialiste, vous êtes partisan, à la différence de ce que souhaite et l'Etat français et l'Etat allemand d'ailleurs, d'une augmentation de ce budget ou plus exactement, d'une non-stabilisation de ce budget à 1 % du PIB de l'Union européenne ?*

Je suis député d'un pays où le chancelier dit clairement 1 %, aucun centime de plus...

*C'est ce que dit J. Chirac également d'ailleurs...*

Mais je suis député d'un groupe européen, qui est élu pour protéger les intérêts de l'Union face aux Etats membres. Je comprends très bien les Etats membres qui, de l'autre côté, veulent négocier. Il est trop tôt pour dire où on va arriver et où on va aboutir, mais j'espère qu'il y aura un compromis habituellement européen, bon pour les Etats membres, bon pour l'Union.

*Dernière chose : si vous aviez un message en quelques mots à adresser à vos camarades socialistes français, quel serait-il ?*

Les sondages que l'on a vus ne sont qu'un début ! Continuons le combat !